



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/AC.26/2004/3
19 juillet 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Colloque régional sur l'intégration d'une perspective
sexospécifique dans les politiques économiques
28-30 janvier 2004

RAPPORT

Le Colloque régional sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques économiques a été organisé conjointement par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et le Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme. Son objectif était de permettre l'échange, au niveau régional, de données d'expérience et de bonnes pratiques dans un certain nombre de domaines relatifs aux politiques économiques et de revoir les mécanismes institutionnels destinés à intégrer une perspective sexospécifique dans les politiques et à favoriser la coopération régionale entre organisations internationales.

Le Colloque a été l'occasion pour les parties prenantes actives dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'économie d'entamer un dialogue. Il s'agissait de la première manifestation régionale rassemblant des représentants des institutions de promotion de l'égalité des sexes et des ministères compétents en matière économique de 35 États membres de la CEE, d'Europe centrale et orientale, de la Communauté d'États indépendants ainsi que d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Ils sont convenus que des politiques destinées à valoriser l'aptitude des femmes à l'emploi, la budgétisation axée sur les besoins des femmes, l'accès des femmes aux moyens de financement et aux biens, les régimes de pension et les réformes sociales sont essentiels à la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. De telles politiques auront aussi des effets quantifiables sur la croissance économique, la sécurité et la cohésion sociale dans le contexte de la réalisation des objectifs du Millénaire en matière de développement et d'autres processus mondiaux des Nations Unies.

Les recommandations issues du Colloque portaient sur: i) l'organisation d'ateliers de formation à l'intention des ministères compétents aux niveaux sous-régional et de pays; ii) le renforcement des synergies entre les plans en faveur des femmes et les plans nationaux visant à atténuer la pauvreté, à assurer le développement durable et la restructuration industrielle élaborés par les ministères compétents (cellules interministérielles chargées des sexospécificités); iii) la promotion de partenariats entre toutes les parties prenantes travaillant dans les domaines de l'égalité des sexes, y compris de nouveaux acteurs (comme les chambres de commerce); iv) le renforcement de la coopération entre les institutions et v) le renforcement des liens entre les processus régionaux et les processus mondiaux des Nations Unies.

Le Colloque visait à appuyer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (1995) et les priorités spécifiques à la région adoptées à la Réunion préparatoire régionale CEE-ONU qui avait précédé l'examen quinquennal de la mise en œuvre du Programme d'action (Genève, 2000). Il s'agissait aussi d'une contribution de la région de la CEE-ONU à l'examen décennal qui aura lieu en 2005. Les documents d'information peuvent être consultés sur la page Web suivante: <http://www.unece.org/oes/genderactivities>.

I. Contexte

1. Le Colloque régional sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques économiques a été organisé conjointement par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et le Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme. C'était la troisième d'une série de réunions régionales organisées à l'initiative du Bureau de la Conseillère spéciale et des commissions régionales de l'ONU¹.

2. Le Colloque a porté sur les priorités propres à la région arrêtées lors de la Réunion préparatoire régionale de Beijing (Vienne, octobre 1994) et de la Réunion régionale préparatoire de l'examen en l'an 2000 de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (Genève, 2000) (E/ECE/RW.2/2000/7). L'échange de meilleures pratiques sur l'intégration d'une perspective sexospécifique² dans les politiques économiques au plan régional a aidé les pays à appliquer les conclusions issues de ces réunions, en particulier celles qui avaient trait à l'aptitude des femmes à l'emploi et à la protection sociale.

3. De manière plus générale, le Colloque visait à appuyer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (1995) ainsi que les résultats de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (Beijing +5). Il s'agissait aussi d'une contribution de la région de la CEE à l'examen décennal, qui aura lieu en 2005.

II. Participation

4. Le Colloque a réuni des représentants des pays suivants: Allemagne, Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Géorgie, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Norvège, Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suisse et Tadjikistan. Il s'agissait de représentants des organismes nationaux compétents en matière d'égalité des sexes ainsi que des ministères chargés des questions économiques (ministères de l'économie, des finances, du travail et des affaires sociales). Des représentants des programmes régionaux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) y ont également participé. Quinze pour cent des participants étaient des hommes.

III. Objectif, programme et documentation

5. Le Colloque avait pour objectif de recenser les approches suivies, les obstacles à surmonter et les angles d'intervention s'agissant de l'adoption de politiques sexospécifiques dans le domaine économique en fonction des bonnes pratiques observées dans les différents pays. Les principaux domaines abordés étaient les suivants: i) accès des femmes aux moyens de financement et aux biens; ii) aptitude des femmes à l'emploi et emploi des femmes; iii) budgets axés sur les besoins des femmes; iv) régimes de pension; v) mécanismes institutionnels visant à intégrer une perspective sexospécifique dans les politiques économiques. Les participants ont également discuté de la coopération régionale entre organisations internationales.

6. Les travaux du Colloque ont été ouverts par M^{me} Brigita Schmögnerová, Secrétaire exécutive de la CEE-ONU, qui a souligné que les progrès accomplis dans l'intégration d'une

perspective sexospécifique dans les politiques économiques avaient été très inégaux selon les pays. Alors que plusieurs pays avaient progressé, aidés en cela par le cadre législatif de l'Union européenne, en particulier pour ce qui est de l'emploi des femmes et des services de crèches, les pays en transition ont accusé un fort recul s'agissant de la place des femmes dans l'économie. Il était donc nécessaire de sensibiliser les parties prenantes à ces tendances négatives, d'identifier les problèmes et de promouvoir la convergence des politiques adoptées dans ce domaine en fonction des meilleures pratiques. La CEE-ONU, en sa qualité d'institution régionale, continuera à offrir une tribune aux pays de la région pour permettre le dialogue et l'échange de données d'expérience en vue d'appuyer les efforts déployés au niveau national. Dans le message qu'elle a adressé aux participants au Colloque, M^{me} Angela King, Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, a souligné que les résultats du Colloque serviraient de préambule aux débats sur l'application des conclusions concertées 1997/2 du Conseil économique et social sur l'intégration d'une perspective sexospécifique ainsi que sur l'examen et l'évaluation de 2005 de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire en matière de développement et du Programme d'action de Beijing. Elle a insisté sur la nécessité de mieux intégrer une perspective sexospécifique dans les politiques économiques si l'on voulait enrayer la détérioration de la situation économique des femmes dans la région de la CEE.

7. On trouvera la liste des orateurs à l'annexe I.

8. Les débats se sont appuyés sur les documents d'information établis par des experts ainsi que par le secrétariat de la CEE-ONU. Les documents portaient sur les questions clefs, les progrès accomplis, les bonnes pratiques et les options politiques pour chacun des thèmes retenus (voir annexe II). Tous les documents peuvent être consultés sur le site suivant:

<http://www.unece.org/oes/gender/gensymp.htm>.

IV. Résumé des débats par thème

A. Renforcement de l'accès des femmes aux moyens de financement et aux biens

Impact de la dette extérieure, réformes macroéconomiques et privatisation de l'accès des femmes aux moyens de financement et aux biens dans les pays en transition; politiques et pratiques en matière d'allocation de crédits par les institutions financières; autres programmes publics et privés destinés à garantir aux femmes un accès aux services de crédit et aux services financiers.

- Dans tous les États membres de la CEE, les femmes ont moins accès que les hommes aux moyens de financement et aux biens et pâtissent davantage des «effets secondaires» des politiques macroéconomiques;
- En Europe orientale et dans les pays de la Communauté d'États indépendants, la privatisation s'est faite au détriment des femmes et à amoindri leurs chances dans la nouvelle économie de marché;
- L'accès à la terre et la situation des femmes rurales requièrent une attention urgente, en particulier dans les pays d'Asie centrale et du sud du Caucase;

- Il existe déjà de bonnes pratiques concernant l'accès des femmes aux moyens de financement en Europe orientale et dans les pays de la Communauté d'États indépendants, comme des programmes de microcrédit (Biélorus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Ukraine) ou des coopératives d'épargne et de crédit (Ukraine); si, dans certains pays, les gouvernements ont pris une part active dans la mise en place de ces programmes (Kazakhstan), les ONG y jouent souvent un rôle moteur, avec l'appui de la communauté internationale;
- La nouvelle proposition de directive de l'UE mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès aux biens et la fourniture de biens et services pourrait, en raison de son caractère novateur et ambitieux, devenir un puissant instrument juridique pour l'égalité des sexes, dont le rayonnement pourrait largement dépasser les frontières de l'Union européenne.

B. Valorisation de l'aptitude des femmes à l'emploi et appui à l'emploi des femmes

Mesures visant à aider les femmes à concilier responsabilités professionnelles et familiales; accès des femmes à l'éducation et à la formation, y compris à l'utilisation des TIC; accès des femmes à un travail indépendant et à l'entrepreneuriat.

- La Stratégie européenne pour l'emploi a mis en relief les questions relatives à l'égalité des chances et l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques d'emploi. Il est maintenant reconnu, du moins au niveau des décideurs politiques, que l'emploi des femmes doit être largement pris en compte dans les politiques et stratégies de promotion de l'emploi dans tous les États membres de l'Union européenne;
- Il y a eu moins de progrès sur le plan de l'intégration de la promotion de l'égalité des sexes, en tant qu'objectif en soi, dans la politique d'emploi de l'UE. La reconnaissance du fait que l'emploi des femmes joue un rôle essentiel dans la stratégie générale d'amélioration de la compétitivité et de la croissance a eu des retombées positives, dont l'amélioration des services de garde d'enfants;
- Dans la plupart des pays en transition d'Europe orientale et de la Communauté d'États indépendants, l'aptitude des femmes à l'emploi s'est gravement détériorée; de plus, les femmes ont été touchées de façon disproportionnée par les pertes d'emplois; l'augmentation des pratiques discriminatoires (surtout dans le secteur privé) et la diminution de la protection sociale sont parmi les facteurs qui influent le plus sur l'emploi des femmes;
- Certains pays, dont la Fédération de Russie, la Pologne et la Slovaquie, ciblent particulièrement les femmes dans leurs politiques d'emploi; les mesures prises comprennent des subventions aux employeurs, l'intégration de la perspective sexospécifique dans la formation, l'organisation de foires de l'emploi et les échanges de travailleurs. Ces initiatives sont parfois prises au niveau de la municipalité ou au niveau local (Saint-Petersbourg);

- L'appui au travail indépendant et à l'entrepreneuriat est une des mesures les plus utilisées pour valoriser l'aptitude des femmes à l'emploi. Ces bonnes pratiques sont parfois le fait des gouvernements (comme en Slovaquie, où un programme en faveur des femmes exerçant des professions libérales a été mis en œuvre par un centre public pour le développement des petites entreprises), mais aussi de la société civile, en particulier des associations professionnelles féminines, qui offrent une formation pour la création d'entreprises, des conseils, l'accès aux réseaux et aux moyens de financement (comme en Géorgie);
- L'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques d'emploi dépend essentiellement de la volonté politique des gouvernements, des partenaires sociaux et d'autres acteurs. Même au sein de l'UE, on peut s'attendre à des progrès inégaux et fragmentaires dans l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques d'emploi;
- Une difficulté à laquelle devront faire face tous les pays sera de concilier leurs stratégies d'emploi avec les grandes orientations de leur politique économique en vue d'une plus grande compatibilité. Cette difficulté risque de compliquer l'adoption d'une politique d'emploi englobant des mesures sociales et de protection qui soit compatible avec l'intégration d'une perspective sexospécifique.

C. Budgets axés sur les besoins des femmes

Bonnes pratiques et leçons tirées de l'expérience pour la prise en compte des besoins des femmes dans les budgets (aux niveaux central et local): processus global; politiques fiscales; choix de certains types de dépenses publiques (par exemple, politiques favorables à l'emploi, santé, logement); prix des services publics.

- Il existe plusieurs exemples réussis de budgétisation axée sur les besoins des femmes, que ce soit à l'initiative du gouvernement central (France, Suède), des administrations locales (Espagne, Italie, Suisse) ou de la société civile (Canada, Fédération de Russie, Royaume-Uni);
- Les bonnes pratiques mises en œuvre dans le projet de budgétisation axé sur les besoins des femmes de la ville de Bâle (Suisse) montrent qu'il existe déjà des méthodes et des processus qui pourraient être utilisés par d'autres pays;
- Les initiatives varient selon le secteur budgétaire visé (système d'imposition et d'allocation; dépenses de divers services), les instruments utilisés (évaluation des bénéficiaires, dépenses publiques ventilées par sexe; analyse de l'incidence des revenus);
- Un problème courant tient à la difficulté d'obtenir et d'interpréter correctement les données nécessaires pour axer les budgets sur les besoins des femmes, ainsi que de déterminer la séquence d'exécution appropriée;
- L'évaluation des bénéficiaires est parfois compliquée par la difficulté de déterminer qui bénéficie réellement des revenus ou services; les femmes en sont souvent les

récipiendaires mais non les bénéficiaires; elles peuvent donc être perçues, à tort, comme recevant plus que «la part congrue» des ressources budgétaires;

- Il devrait y avoir un lien clair entre politique et budgétisation;
- La théorie selon laquelle la budgétisation est «sexuellement» neutre peut être infirmée en démontrant que les activités de soin et de garde non rémunérées, dont les femmes assument la charge de façon disproportionnée, permettent aux gouvernements de réaliser des économies, puisque les effets des coupes budgétaires et de l'insuffisance des services sociaux sont censés être supportés par les ménages;
- Les arguments avancés par les gouvernements pour justifier le respect des engagements pris en vertu d'autres traités ou conventions internationales comme l'OTAN devraient être considérés tout aussi valables pour les engagements pris concernant les droits des femmes et la sécurité économique.

D. Sécurité sociale et régime de pensions

Incidence des sexospécificités sur les réformes de la sécurité sociale, bonnes pratiques pour compenser le travail non rémunéré des femmes; vieillissement et situation des femmes âgées dans les pays de la CEE; incidence des sexospécificités sur les réformes des régimes de pension; couverture des régimes de pension en cas d'emploi à temps partiel ou à horaires souples.

- Bien que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif, le Programme d'action de Beijing et les Conventions de l'OIT, consacrent l'égalité des sexes en matière de protection sociale, les questions susmentionnées ne sont pas explicitement prises en compte dans les grands instruments internationaux ni dans les cadres juridiques portant sur l'égalité des sexes et l'intégration d'une perspective sexospécifique: l'engagement en faveur de l'égalité des sexes varie énormément d'un pays à l'autre;
- Plusieurs pays de l'Union européenne, dont la France, ont légiféré en matière de congés de maternité et de garde d'enfants, ce qui aide les femmes à concilier vie professionnelle et vie familiale;
- L'expérience du Canada dans le domaine des régimes de pension sexospécifiques, notamment au niveau local, pourrait constituer un exemple de bonne pratique dont les autres membres de la CEE-ONU pourraient s'inspirer;
- Jusqu'à présent, les pays en transition n'ont guère accordé d'attention à l'égalité des sexes dans les réformes des systèmes de sécurité sociale et des régimes de pension qu'ils ont entreprises; un exemple de bonne pratique est celui de la Slovénie, où les services de crèche financés par des fonds publics ont été maintenus;
- La nouvelle proposition de directive de l'Union européenne sur l'égalité d'accès aux biens et aux services pourrait être un bon outil de lutte contre la discrimination dans le domaine de l'assurance privée.

E. Mécanismes institutionnels pour intégrer une perspective sexospécifique dans les politiques économiques

Processus nationaux: partage des rôles et des responsabilités et encouragement au dialogue parmi les acteurs participant au processus d'intégration d'une perspective sexospécifique; administrations publiques spécialisées dans les questions de sexospécificité, ministères compétents, organisations de la société civile, institutions parlementaires, universités.

- Plusieurs pays ont mis en place un cadre de dialogue sur la sexospécificité dans plusieurs domaines des politiques économiques et instauré des partenariats entre parties prenantes (Espagne, France); de plus en plus, des universitaires apportent leur concours à ce dialogue (économistes féministes);
- La mise en place, au cours des années 90, de dispositifs chargés de promouvoir l'égalité des sexes dans tous les pays de la Communauté d'États indépendants et les progrès accomplis dans l'élaboration d'outils efficaces pour l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques économiques (comme la collecte de statistiques ventilées par sexe) ont marqué une avancée importante dans l'amélioration des institutions chargées de l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques économiques de la région;
- La législation de l'Union européenne (acquis communautaire, Stratégie européenne pour l'emploi) a permis de sensibiliser les ministères compétents et les a encouragés à agir en faveur de l'égalité des sexes dans le domaine économique (c'est le cas des ministères des finances de la République tchèque, de la Lituanie et de la Pologne); cette législation a également eu un impact dans certains pays non adhérents;
- Dans la plupart des pays en transition, les commissions et comités chargés de l'égalité des sexes n'ont toutefois eu qu'un impact limité sur les instances de décision, notamment en raison d'un manque d'expertise en matière économique et de l'ambiguïté de leur statut qui n'était pas clairement défini; de ce fait, leurs recommandations sont souvent ignorées par les ministères compétents;
- Un obstacle communément rencontré par les pays lorsqu'ils essaient de mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing est le fait que les responsables des questions économiques ne sont guère sensibilisés à l'égalité des sexes. De ce fait, il n'existe pas de mécanismes d'analyse des rôles et des responsabilités propres à chaque sexe, ni des besoins, des intérêts et des problèmes qui en résultent;
- De nouveaux acteurs, particulièrement dans le secteur privé (chambres de commerce, associations de femmes d'affaires) deviennent des alliés importants pour amener les considérations sexospécifiques au cœur des débats et des activités des groupes de pression œuvrant pour l'adoption de politiques concrètes (par exemple, pour encourager les femmes à exercer une activité indépendante ou à créer une entreprise).

F. Avenir de la coopération régionale: le rôle des organisations intergouvernementales et des réseaux régionaux et sous-régionaux d'ONG à l'appui de l'intégration d'une dimension sexospécifique dans le domaine économique

- La coopération entre les institutions des Nations Unies qui sont actives dans le domaine économique ou dans celui de l'égalité des sexes (PNUD, OTI, UNIFEM, CEE) pourrait encore être renforcée en misant sur les avantages comparatifs de chaque organisation;
- Le potentiel de coopération entre les institutions des Nations Unies et la Commission européenne demeure largement sous-exploité et requiert une attention accrue;
- Le processus Beijing +10 sera une excellente occasion de réfléchir à la manière dont la coopération régionale pourrait mieux contribuer à la création d'une Europe élargie et à la manière d'étendre les progrès accomplis dans les États membres de l'Union européenne à tous les membres de la CEE-ONU.

V. Recommandations et suivi

1. Poursuivre le débat et l'échange de bonnes pratiques en matière d'intégration d'une dimension sexospécifique dans les politiques économiques dans les réunions et ateliers sous-régionaux organisés autour de chacun des thèmes sur lesquels porte le Colloque (accès aux biens; aptitude à l'emploi; budgétisation axée sur les besoins des femmes et régimes de pension). Ces ateliers pourraient comporter des séances de formation pratique. Le premier atelier de ce type pourrait être consacré à la budgétisation axée sur les besoins des femmes et s'adresser au personnel des services compétents des ministères des finances d'un groupe choisi de pays d'Europe centrale et des pays baltes (proposition d'un représentant du Ministère des finances polonais, appuyée par un représentant du Ministère des finances lituanien). Un des modules de formation pourrait être axé sur la méthode élaborée dans le cadre du projet de Bâle. Parmi les autres thèmes proposés, on citera les bonnes pratiques visant à améliorer l'aptitude à l'emploi des femmes jeunes et des femmes de plus de 45 ans ainsi que les aspects sexospécifiques des systèmes d'imposition et des régimes de pension.
2. Promouvoir le concept des bonnes pratiques visant à améliorer la coordination et les liens entre les stratégies nationales en matière de développement, d'atténuation de la pauvreté ou de restructuration industrielle et les plans d'action de promotion de la femme élaborés par les organismes chargés de l'égalité des sexes et en discuter. Une option pourrait être d'établir des équipes multiministérielles (cellules chargées de la sexospécificité) dotées de pouvoirs administratifs et budgétaires qui rassembleraient, outre des représentants des ministères compétents, des économistes et des juristes intéressés par les questions relatives à l'égalité des sexes, ainsi que des représentants d'ONG et d'organisations de femmes d'affaires. Un tel organe pourrait être un outil efficace pour garantir la prise en compte de considérations sexospécifiques dans l'élaboration de la mise en œuvre et l'évaluation des politiques.
3. Promouvoir l'instauration de réseaux et d'alliances entre toutes les parties prenantes s'intéressant à l'égalité des sexes dans le domaine économique, compte tenu de la situation nationale et des conditions locales: encourager l'organisation conjointe de projets et d'activités aux niveaux national et sous-régional associant les services chargés de l'égalité des sexes des

ministères compétents, des économistes féministes (Association internationale pour une économie féministe) ainsi que des associations de femmes d'affaires, des chambres de commerce (notamment au niveau régional, comme le réseau féminin de EUROCHAMBERS).

4. Améliorer la coopération entre la CEE, le PNUD, l'UNIFEM, l'OIT, l'Union européenne et l'OCDE pour les questions touchant à l'égalité des sexes dans le domaine économique, en particulier pour les thèmes sur lesquels portait le Colloque. Une telle coopération s'étendrait à des projets liés à l'amélioration de la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe ainsi que de l'échange de bonnes pratiques sur les questions de fond. Dans certaines domaines, les mesures visant à améliorer l'aptitude des femmes à l'emploi et leur accès aux moyens de financement et aux biens, ainsi que les directives et les autres normes élaborées par la Commission européenne devraient être largement utilisées, y compris dans les programmes destinés aux pays non adhérents.

5. Renforcer les liens entre le suivi du Colloque, le processus régional Beijing +10 et les activités de l'ONU liées aux aspects relatifs à l'égalité des sexes dans les activités menées au niveau mondial et les conférences mondiales (par exemple, les équipes chargées de l'égalité des sexes dans le cadre des objectifs du Millénaire, du financement du développement et du développement durable, de manière à ce que les préoccupations des États membres de la CEE, en particulier des pays en transition, soient prises en compte au niveau mondial.

Notes

¹ La première réunion de ce type a été accueillie par la CESAP (Bangkok, 11-13 décembre 2001) et la seconde par la CESA0 (Beyrouth, décembre 2003).

² Une définition de l'intégration d'une perspective sexospécifique et le mandat à cet égard figurent dans les conclusions concertées 1997/2 du Conseil économique et social, les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (Beijing +5) et la résolution 2001/41 du Conseil économique et social.

ANNEXE I

PROGRAMME

- Allocutions de bienvenue de M^{me} Brigita Schmögnerová, Secrétaire exécutive de la CEE, et M^{me} Angela King, Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme

- Thème A: Renforcement de l'accès des femmes aux moyens de financement et aux biens

Impact de la dette extérieure, réformes macroéconomiques et privatisation de l'accès des femmes aux moyens de financement et aux biens dans les pays en transition; politiques et pratiques en matière d'allocation de crédits par les institutions financières; autres programmes publics et privés destinés à garantir aux femmes un accès aux services de crédit et aux services financiers.

Travaux dirigés par M^{me} B. Schmögnerová, Secrétaire exécutive de la CEE

M^{me} Barbara Helfferich, membre du cabinet du Commissaire chargé de l'emploi et des affaires sociales (Commission européenne)

M^{me} Oksana Kissyelova, Présidente de l'Institut pour une société libérale (Ukraine)

M^{me} Márta Szigeti Bonifert, Directrice exécutive du Centre régional de l'environnement pour l'Europe centrale et orientale (Hongrie)

M^{me} Jela Bacovic, Ministre adjointe aux affaires économiques internationales (Serbie-et-Monténégro)

- Thème B: Valorisation de l'aptitude des femmes à l'emploi et appui à l'emploi des femmes

Mesures visant à concilier les responsabilités professionnelles et familiales; accès des femmes à l'éducation et à la formation, y compris à l'utilisation des TIC.

Travaux dirigés par M^{me} Ewa Ruminska-Zimny, spécialiste des questions sociales (hors classe), CEE

M^{me} Barbara Helfferich, membre du cabinet du Commissaire chargé de l'emploi et des affaires sociales (Commission européenne)

M^{me} Oksana Kissyelova, Présidente de l'Institut de la société libérale (Ukraine)

M^{me} Márta Szigeti Bonifert, Directrice exécutive du Centre régional de l'environnement pour l'Europe centrale et orientale (Hongrie)

M^{me} Jela Bacovic, Ministre adjointe aux affaires économiques internationales (Serbie-et-Monténégro)

– Thème C: Budgets axés sur les besoins des femmes

Bonnes pratiques et leçons tirées de l'expérience pour la prise en compte des besoins des femmes dans les budgets (aux niveaux central et local): processus global; politiques fiscales; choix de certains types de dépenses publiques (par exemple, politiques favorables à l'emploi, santé, logement); prix des services publics.

Travaux dirigés par M. Guran Peter, Directeur général au Ministère du travail, des affaires sociales et de la famille (Slovaquie)

M^{me} Elisabeth Villagomez, experte, associée principale, Almenara Estudios Economicos (Espagne)

M. Audrius Zelionis, Directeur, Département du budget (Lituanie)

M^{me} Gabriella Matefi, juriste, membre du Conseil des femmes de la municipalité de Bâle, projet de budgétisation axée sur les besoins des femmes (Suisse)

– Thème D: Sécurité sociale et régime de pension

Incidence des sexospécificités sur les réformes des systèmes de sécurité sociale, bonnes pratiques pour compenser le travail non rémunéré des femmes; vieillissement et situation des femmes âgées dans les pays de la CEE; incidence des sexospécificités sur les réformes des régimes de pension; couverture des régimes de pension en cas d'emplois à temps partiel ou à horaire souple.

Travaux dirigés par M. Kirner Andreas, Chef de division adjoint, Ministre fédéral de la famille, des personnes âgées, des femmes et des jeunes (Allemagne)

M^{me} Silke Steinhilber, experte en sexospécificité et réformes de la protection sociale en Europe centrale (Allemagne)

M^{me} Sheila Regehr, Coordinatrice des politiques économiques relatives à la condition des femmes (Canada)

– Thème E: Mécanismes institutionnels pour intégrer une perspective sexospécifique dans les politiques économiques

Processus nationaux: partage des rôles et des responsabilités et encouragement au dialogue parmi les acteurs participant au processus d'intégration d'une perspective sexospécifique; administrations publiques spécialisées dans les questions de sexospécificité, ministères compétents, organisations de la société civile, institutions parlementaires, universités.

Travaux dirigés par M^{me} Sheila Regehr, Coordinatrice des politiques économiques relatives à la condition des femmes (Canada)

M^{me} Tey de Salvador, Directrice générale de l'Institut des femmes, Ministère du travail et des affaires sociales (Espagne)

M^{me} Saida Iskakova, Chef du secrétariat de la Commission nationale pour la famille et les femmes (Kazakhstan)

M. Bazac Dumitry, Conseiller principal, Ministère du travail, de la solidarité sociale et de la famille, Division de la politique du travail (Roumanie)

M^{me} Alisa McKay, International Association for Feminist Economics (IAFFE)

- Thème F: Coopération régionale: rôle des organisations intergouvernementales et des réseaux régionaux et sous-régionaux d'ONG en faveur de l'intégration d'une perspective sexospécifique dans l'économie

Travaux dirigés par M. Patrice Robineau, Secrétaire exécutif adjoint par intérim, CEE

UNIFEM, M^{me} Zina Mounla, Directrice, Europe et pays de la Communauté d'États indépendants

PNUD, M^{me} Dono Abdurazkova, Centre régional de Bratislava, Conseillère en matière d'égalité des sexes

Commission européenne, M^{me} Maria Tomassetti, Direction générale de l'emploi

CEE-ONU, Ewa Ruminska-Zimny, spécialiste des questions sociales (hors classe).

ANNEXE II

DOCUMENTS

Note d'information: ECE/AC.26/2004/1

Document d'information I

«Women's economic empowerment and access to financing and assets in CIS countries: issues, good practice and policy options», par Oksana Kissyelova, Présidente de l'Institut pour une société libérale (Ukraine).

Document d'information II

Gender Mainstreaming and Women employability in EU countries, par Jill Rubery, Professeur à la Manchester School of Management, Université de Manchester, Institut des sciences et de la technologie (Royaume-Uni).

Document d'information III

Employability Policies in Transition Countries: Issues, Good Practice and Policy Options, par le secrétariat de la CEE.

Document d'information IV

Women's Self Employment and Entrepreneurship in the UNCECE region, par le secrétariat de la CEE.

Document d'information V

Gender responsive budget: issues, good practice and policies options, par Elisabeth Villagomez, Consultante principale, Almera Estudios Economicos y Sociales S.L (Espagne).

Document d'information VI

Gender dimension of social security reforms in transition economies, par Silke Steinhilber, experte, condition féminine et réformes de la protection sociale en Europe centrale (Allemagne).

Documents sur les données et statistiques

– *The status of statistics on women and men's entrepreneurship in the UNECE Region*, par le secrétariat de la CEE.

– *Note on UNECE Gender statistics Database*, par le secretariat de la CEE.
